



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/7/6/Add.2
13 février 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Septième session
Point 3 de l'ordre du jour

**PROMOTION ET PROTECTION DE TOUS LES DROITS DE L'HOMME,
CIVILS, POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS,
Y COMPRIS LE DROIT AU DÉVELOPPEMENT**

**Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence
contre les femmes, ses causes et ses conséquences,
M^{me} Yakin Ertürk**

Additif

MISSION EN ALGÉRIE*

* Le résumé du présent rapport est distribué dans toutes les langues officielles. Le rapport proprement dit est joint en annexe au résumé et il est distribué dans la langue originale et en français seulement.

Résumé

Le présent rapport contient les constatations faites par la Rapporteuse spéciale à l'issue d'une visite officielle en Algérie, du 21 au 31 janvier 2007.

Depuis l'indépendance, les femmes algériennes ont accompli des progrès remarquables en ce qui concerne l'accès à l'éducation – même si des inégalités persistent à différents niveaux – et à diverses professions comme celles de juge, d'enseignant et de médecin. La marginalisation et la pauvreté des femmes demeurent toutefois de graves sujets de préoccupation. Les femmes mises au ban de la société, et en particulier les femmes divorcées, séparées ou abandonnées, les mères célibataires et les femmes qui vivent dans la rue, sont particulièrement vulnérables et ont besoin de toute urgence d'un soutien plus énergique de la part de l'État.

Si les femmes ont officiellement des droits égaux dans la sphère publique, elles n'ont pas accès dans des conditions d'égalité au marché du travail et aux postes à responsabilités, comme en témoigne leur infériorité numérique par rapport aux hommes dans ce domaine. De plus, bon nombre de femmes sont encore en butte à l'oppression et traitées de façon discriminatoire dans la collectivité et dans la famille. Si le Code de la famille a été considérablement amélioré, il subsiste encore des institutions qui désavantagent les femmes, principalement en matière d'héritage et pour ce qui touche aux conséquences matérielles du divorce.

La violence à l'égard des femmes est omniprésente dans la sphère privée, même si elle reste très peu visible. Le fait de jeter les femmes et les filles à la rue en est une des manifestations les plus extrêmes. Les cas de harcèlement et d'agression sexuels de plus en plus fréquents dans les établissements publics ont de multiples conséquences pour les femmes.

Les institutions nationales de protection des femmes ne disposent pas des moyens juridiques et financiers nécessaires pour lutter efficacement contre les violations des droits fondamentaux. En outre, les autorités dissuadent les femmes de se plaindre des exactions dont elles font l'objet et l'État n'assure pas une protection et un appui suffisants à celles qui cherchent à obtenir justice. Ce manquement se manifeste dans les lacunes du cadre juridique, l'insuffisance de structures d'accueil spécialisées pour les femmes, le comportement sexiste des policiers, les jugements cléments et l'iniquité du régime matrimonial.

La Charte pour la paix et la réconciliation nationale, dont le texte a été approuvé en 2005 par référendum, prévoit que la grâce ne sera pas accordée aux violeurs. Or, les auteurs des actes de violence sexuelle perpétrés de façon systématique pendant la «décennie noire» jouissent d'une impunité de fait, cependant que leurs victimes sont toujours en butte à des injustices flagrantes et des difficultés considérables.

Les familles des personnes disparues, qui sont en majorité des femmes, sont toujours l'objet de violences morales, dans la mesure où on les empêche de connaître la vérité, et rencontrent en outre des difficultés pour obtenir les indemnisations promises par la Charte.

Le rapport s'achève avec des recommandations concernant l'adoption de nouvelles réformes législatives, le retrait des réserves inadmissibles formulées par l'Algérie à propos de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,

la ratification d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de la femme et l'ouverture du pays aux mécanismes internationaux de surveillance.

La Rapporteuse spéciale recommande en outre au Gouvernement de renforcer les institutions chargées de promouvoir les droits de la femme en améliorant le dispositif national de protection des femmes en consultation avec les organisations de la société civile; d'adopter et de mettre pleinement en œuvre la stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes; de prendre des mesures en vue de promouvoir l'émancipation des femmes sur le plan social, économique et politique, notamment grâce à l'établissement d'un système de quotas visant à augmenter leur représentation aux postes de décideurs dans les secteurs public et privé; d'investir dans les foyers d'accueil et les structures d'assistance destinées aux femmes ainsi que dans l'éducation aux droits des femmes; de mettre en œuvre des mesures spéciales d'assistance à l'intention des groupes de femmes particulièrement vulnérables et d'adopter une stratégie de tolérance zéro pour les enquêtes et les procédures judiciaires applicables à tous les cas de violence dirigée contre les femmes.

La Rapporteuse spéciale conclut en soulignant la nécessité de faire en sorte que les familles des personnes disparues et de toutes les victimes d'actes de violence sexuelle commis au cours de la «décennie noire» soient dûment et rapidement indemnisées et qu'elles soient protégées contre toute mesure de harcèlement ou menace; la nécessité de procéder à une enquête indépendante sur les actes de violence sexuelle commis lors de la «décennie noire» et la nécessité de communiquer aux familles des personnes disparues toutes les informations disponibles quant au sort des intéressés et à l'endroit où ils pourraient se trouver.

Annexe

**RAPPORT DE LA RAPPORTEUSE SPÉCIALE, YAKIN ERTÜRK,
SUR LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES,
SES CAUSES ET SES CONSÉQUENCES**

**MISSION EN ALGÉRIE
(16-28 juillet 2007)**

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction.....	1 – 4	5
I. LE CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA PROTECTION DES DROITS DE LA FEMME.....	5 – 20	5
A. Le cadre juridique	5 – 16	5
B. Le cadre institutionnel	17 – 20	8
II. LA CONDITION DE LA FEMME	21 – 43	9
A. Éducation et alphabétisation des adultes.....	21 – 24	9
B. Les femmes dans la vie active	25 – 30	10
C. Participation à la prise de décisions dans la vie publique.....	31 – 33	11
D. Caractéristiques démographiques et structure de la famille	34 – 38	12
E. Les mères célibataires et leurs enfants.....	39 – 43	13
III. VIOLENCE CONTRE LES FEMMES ET RÉPONSE DE L'ÉTAT	44 – 93	15
A. La violence dans la famille	45 – 68	15
B. Situation des femmes des rues	69 – 73	20
C. Violence et harcèlement sexuels dans les institutions publiques...	74 – 77	21
D. La «décennie noire» et ses conséquences	78 – 93	22
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	94 – 106	25

Introduction

1. Sur l'invitation du Gouvernement, la Rapporteuse spéciale a effectué du 21 au 31 janvier 2007 une visite officielle en Algérie, au cours de laquelle elle s'est rendue à Alger, Oran, Constantine, Bou Ismail, Blida et dans la région de Mitidja.
2. Au cours de sa mission, la Rapporteuse spéciale s'est entretenue avec la Ministre déléguée chargée de la famille et de la condition féminine, le Ministre des affaires étrangères, le Ministre de la solidarité nationale, le Ministre de la culture, le Directeur général de la sécurité nationale et d'autres personnalités de l'État. Elle a aussi rencontré des membres du Sénat et de l'Assemblée nationale, le Président de la Commission consultative nationale pour la promotion et la protection des droits de l'homme, de hauts magistrats, des universitaires, des avocats, des femmes d'affaires, des représentants de syndicats et d'associations non gouvernementales de défense des droits des femmes ainsi que d'autres groupes de défense des droits fondamentaux. Enfin, elle a eu l'occasion de s'entretenir avec des femmes victimes d'actes de violence au Centre national d'accueil pour filles et femmes à Bou Ismail, au Centre d'accueil de SOS Femmes en détresse à Alger et aux *Diar Rahma* d'Oran et de Constantine. Elle a aussi rencontré des familles de personnes disparues ou victimes d'actes de violence terroriste. Elle tient à remercier toutes ces personnes de leur appui et leur coopération à la préparation et au déroulement de cette mission.
3. Le présent rapport passe en revue le contexte juridique et institutionnel et analyse la situation des femmes en Algérie, en définissant le cadre dans lequel il faut replacer la violence à l'égard des femmes. Il met principalement l'accent sur la violence dont les femmes sont victimes dans leur propre famille, qui est la forme de violence la plus répandue en Algérie. Il décrit aussi la situation des femmes qui vivent dans la rue, le harcèlement et les sévices sexuels dont les femmes sont victimes en dehors du foyer ainsi que les violences commises à l'égard des femmes durant la «décennie noire». Il s'achève sur des conclusions et recommandations.
4. La Rapporteuse spéciale espère vivement pouvoir poursuivre le dialogue engagé avec le Gouvernement et d'autres parties intéressées sur la mise en œuvre de ces recommandations.

I. LE CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA PROTECTION DES DROITS DE LA FEMME

A. Le cadre juridique

5. La Constitution de l'Algérie consacre le principe de l'interdiction de la discrimination fondée sur le sexe et confie à l'État la responsabilité de prendre les mesures correctives nécessaires pour instaurer l'égalité en droits et devoirs de tous les citoyens et citoyennes en supprimant les obstacles qui entravent l'épanouissement de la personne humaine et empêchent la participation effective de tous à la vie politique, économique, sociale et culturelle.
6. L'Algérie a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 1996 et a présenté deux rapports au Comité chargé de l'application de cette convention. L'Algérie a formulé d'importantes réserves aux articles 2 et 16 de cet instrument, qui établiraient de fait la primauté du Code algérien de la famille sur les dispositions de la Convention. Ces réserves sont contraires à l'objet et au but de la Convention et sont par

conséquent inadmissibles conformément au paragraphe 2 de l'article 28 de cet instrument¹. L'Algérie a signé en 2003 le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits des femmes en Afrique, et envisage actuellement de le ratifier.

7. Le Code de la famille pose les bases juridiques des relations hommes-femmes en Algérie. En réponse aux demandes pressantes des mouvements de femmes, il a été modifié en février 2005, à l'initiative du Président, qui a pris deux importants décrets confirmés ensuite par le Parlement.

8. Le premier décret réformait radicalement le Code de la nationalité en autorisant les femmes algériennes ayant épousé un étranger à transmettre leur nationalité à leurs enfants et à leur conjoint².

9. Le second décret apportait des améliorations considérables au Code de la famille.

10. Le Code précédent, adopté en 1984 en dépit des protestations massives des femmes qui le jugeaient contraire à la Constitution, reflétait largement des intérêts réactionnaires³. Il disposait qu'une femme adulte ne pouvait contracter mariage que par l'intermédiaire d'un tuteur matrimonial de sexe masculin (*wali*); même si le consentement de la femme était obligatoire, son *wali* pouvait conclure le mariage en son nom. L'article 39 obligeait la femme mariée à obéir à son mari et à le respecter en tant que chef de famille. De plus, la loi autorisait le mari à demander le divorce en répudiant sa femme alors que les femmes ne pouvaient demander le divorce que pour des motifs très précis et étaient souvent astreintes à verser une somme d'argent (*khola*) à leur mari pour obtenir le divorce.

11. Le Code de la famille de 2005 tente de répondre en partie aux demandes d'égalité des femmes en abolissant les dispositions humiliantes telles que l'article 39. Il conserve symboliquement certaines autres institutions contestées, mais qui sont dépouillées de toute valeur juridique. L'institution du tuteur matrimonial existe toujours mais une femme adulte peut désormais choisir son *wali*⁴. En outre, c'est maintenant la femme elle-même qui conclut le mariage et le *wali* qu'elle choisit est seulement tenu d'être présent pendant la cérémonie.

¹ See the Committee's concluding comments CEDAW/C/DZA/CC/2, para. 23.

² Algeria's reservation to Article 9 has therefore become redundant, a fact that was also acknowledged by the then Minister of Foreign Affairs in our meeting.

³ See R. Mitchell, "Family law in Algeria before and after the 1404/1984 Family Code", *Islamic Law – Theory and Practice*, Gleave and Kermei, eds. (London, I.B. Tauris, 2001).

⁴ The official Arabic version of the law refers to a male *wali*, whereas the less official French version mentions persons. In this respect, the Government stated in its "Observations and comments of the Government of the Democratic and Popular Algerian Republic concerning the advanced draft of the report of the Special Rapporteur on violence against women on her visit to Algeria", 6 December 2007 (hereafter Observations and comments from the GOA), that the *wali* requirement is no longer a constitutive element in the Family Code.

12. En principe, un homme peut encore obtenir le divorce par répudiation mais ce divorce doit être confirmé par un tribunal après échec d'une procédure de conciliation. En outre, les femmes sont désormais autorisées à demander le divorce pour «désaccord persistant entre les époux».

13. Contrairement aux obligations qui découlent pour l'Algérie de l'article 5 a) de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁵, le nouveau Code de la famille n'interdit pas la polygamie (une pratique qui serait rare en Algérie). Cependant, l'homme qui souhaite prendre une deuxième épouse doit obtenir au préalable l'autorisation du tribunal⁶. À cette fin, il est censé prouver de façon convaincante: que sa première épouse a donné son consentement au deuxième mariage, qu'il possède une bonne raison de se marier de nouveau et qu'il traitera ses deux épouses de la même façon et leur assurera les moyens d'existence nécessaires. Des juristes et des théologiens algériens avec lesquels la Rapporteuse spéciale s'est entretenue ont assuré que ces conditions étaient impossibles à remplir, les tribunaux ne seraient guère enclins à approuver les mariages polygames. À ce jour, la Rapporteuse spéciale n'a trouvé aucune jurisprudence faisant autorité pour confirmer ces déclarations.

14. Le Code de la famille de 2005 continue d'interdire les mariages de femmes musulmanes (mais non des hommes) avec des non-musulmans. Dans la pratique, les couples contournent souvent cette interdiction en se mariant à l'étranger mais ils rencontrent de graves problèmes du fait que leur mariage n'est pas reconnu par les autorités algériennes.

15. Il subsiste aussi dans le Code plusieurs dispositions très contestées qui ont des répercussions directes et concrètes sur la situation économique des femmes et leur position sociale au sein de la famille. La plus importante concerne le droit successoral qui repose sur l'interprétation du Coran par l'école malikite⁷, qui fait que les femmes ne peuvent toujours pas hériter dans des conditions d'égalité. Dans la plupart des familles, les filles reçoivent la moitié de ce que reçoivent leurs frères. Les filles qui n'ont pas de frère doivent partager leur héritage avec d'autres hommes de la famille du père. Comme seul un tiers du patrimoine peut être distribué selon les dernières volontés du défunt, dans les classes moyennes les parents qui souhaitent laisser des parts égales à leurs enfants et exclure les autres parents de sexe masculin de l'héritage procèdent souvent à des donations de leur vivant, qui sont parfaitement légales, afin de tourner le Code.

⁵ See the Committee's general recommendation No. 21 (1994) on equality in marriage and family relations, para. 14.

⁶ Observations and comments from the GOA: the Government clarified that a marriage will be cancelled, before it is consummated, if the husband does not obtain a judge's authorization (ordonnance n° 05-02 du 27 février 2005 modifiant et complétant la loi n° 84-11 du 9 juin 1984 portant Code de la famille, art. 8 *bis* and 8 *bis* 1).

⁷ Algerian religious scholars, with whom I met, claimed that the Koran would under no reading permit equal access for women and men to inheritance. However, other prominent religious scholars such as the Indonesian Professor Hazairin have disputed this notion. It is also worth noting that, while the Somali Constitution at the time declared Islam the State religion, the Family Code of 1975 provided women and men with equal access to inheritance.

16. Certains problèmes surgissent aussi à cause d'une interprétation erronée de la loi. Par exemple, le Code de 2005 exige des futurs époux qu'ils présentent un document médical afin que chacun d'eux puisse avoir connaissance des maladies dont l'autre pourrait être atteint au moment du mariage. Il semblerait que cette disposition ait été à plusieurs reprises interprétée comme exigeant de la femme la présentation d'un «certificat de virginité» avant le mariage. Des associations de femmes ayant protesté publiquement contre ces pratiques, le Gouvernement central a diffusé des instructions précises afin de lever toute ambiguïté sur cette disposition.

B. Le cadre institutionnel

17. Le cadre institutionnel de la promotion de la femme est encore peu développé. En 2003, le Premier Ministre a nommé une femme au poste de ministre délégué chargé de la famille et de la condition féminine, qui relevait à l'origine du cabinet du Premier Ministre et a par la suite été rattaché au Ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. Ce ministre délégué n'a pas les pouvoirs, les ressources humaines et le budget nécessaires pour lui permettre de coordonner efficacement l'action gouvernementale visant à améliorer la condition de la femme, à mobiliser la population en faveur des propositions de réformes importantes et à faire évoluer les mentalités sur les questions d'égalité. Ces faiblesses ont été en partie compensées par le soutien politique énergique apporté par l'actuel Président de la République, qui a pris ouvertement position en faveur des droits des femmes et de l'égalité entre hommes et femmes. De plus, un conseil de la famille et de la femme, créé par un décret présidentiel du 22 novembre 2006, a été officiellement constitué le 7 mars 2007. Composé de représentants d'institutions publiques et de la société civile, il a pour principale mission de contribuer à l'élaboration de programmes, sur toutes questions concernant la promotion de la famille et les droits de la femme, de mener des études et d'assurer des services consultatifs⁸.

18. Le Gouvernement algérien a aussi informé par écrit la Haut-Commissaire qu'il avait lancé la mise en œuvre de la deuxième phase de la stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes (2007-2011). Le plan de travail de cinq ans vise à renforcer la capacité technique et institutionnelle des partenaires nationaux afin de prévenir efficacement la violence contre les femmes et de mieux aider les femmes victimes de violences⁹.

19. En 2001, le Président a aussi créé une commission consultative sur la promotion et la protection des droits de l'homme, qui est composée de 43 représentants de la société civile, d'institutions publiques et de membres du Gouvernement (avec voix consultative), et notamment de la Ministre déléguée chargée de la famille et de la condition féminine. Bien que le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme ait certifié que la Commission consultative était parfaitement conforme aux Principes de Paris concernant le statut des institutions nationales, cette commission est considérée par beaucoup comme n'étant pas entièrement indépendante, ce qui fait qu'elle hésite bien souvent à affronter le Gouvernement sur des questions sensibles. Aucun de ses rapports

⁸ Observations and comments from the GOA. As this Council was established after my visit to Algeria, I cannot assess its capacities and decision-making powers with respect to eliminating violence against women.

⁹ Ibid.

annuels n'a été publié¹⁰. Il est regrettable qu'elle n'ait pas élaboré un programme spécial de promotion et de protection des droits de la femme.

20. À l'inverse, le mouvement algérien des femmes représente un électorat et une force sociale non négligeable. Les renseignements donnés par plusieurs organisations de femmes rencontrées pendant la mission font dire à la Rapporteuse que les associations féminines non gouvernementales ont encore du mal à faire entendre leur voix dans les processus de décision¹¹. Les militantes qui prennent publiquement position en faveur des droits de la femme se heurtent souvent à de vives critiques sur leur lieu de travail, dans les médias et même au sein de leur propre famille. La plupart des associations sont aussi en butte à de graves problèmes de ressources, surtout depuis qu'elles sont tenues d'obtenir l'autorisation préalable du Gouvernement pour recevoir des fonds de l'étranger. De ce fait, leur travail dépend souvent de la bonne volonté des autorités. Ainsi, la Rapporteuse a eu l'occasion de rencontrer des représentantes de ces associations, dans des locaux que la *wilaya* (province d'Oran) avait mis gratuitement à la disposition de l'Association féminine pour l'épanouissement de la personne et l'exercice de la citoyenneté. Cinq jours après le départ de la Rapporteuse, la *wilaya* a ordonné à cette association de libérer les locaux. En réponse à ses demandes écrites d'explications, le Gouvernement a informé la Rapporteuse que les autorités locales avaient dû récupérer les locaux pour un autre usage et qu'elles n'avaient pas l'intention d'aider l'association à trouver d'autres locaux¹².

II. LA CONDITION DE LA FEMME

A. Éducation et alphabétisation des adultes

21. Après l'indépendance, en 1962, l'Algérie a accordé une grande importance à l'éducation et à l'égalité dans ce domaine, afin de lutter contre les taux extrêmement élevés d'analphabétisme, en particulier chez les femmes, hérités du régime colonial français. De sérieux progrès ont ainsi été accomplis dans la réalisation de l'égalité d'accès à l'éducation pour les femmes et les filles.

22. La scolarité est obligatoire et gratuite pour les filles comme pour les garçons âgés de 6 à 16 ans. L'égalité est pratiquement atteinte dans l'enseignement primaire. Selon les résultats de l'enquête nationale à indicateurs multiples réalisée en 2006 sur la situation des

¹⁰ Ibid. The Government noted that the Commission has produced four reports since 2001, without specifying whether these were public or not: an audit report on the conformity of Algerian laws with international legal commitments, a national action plan on the promotion and protection of human rights in Algeria, a report on victims of enforced disappearances, and an activity report (2002-2004) on the human rights situation in Algeria.

¹¹ Ibid. According to the Government, non-governmental organizations, including those promoting women's issues, are a crucial social partner, and they can participate in consultative councils created to discuss societal issues.

¹² According to the Government, it invests over 600 million dinars annually to support non-governmental organizations. Organizations that promote women's rights also benefit from provision of office space.

enfants et des femmes (Enquête MICS3)¹³ le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire était de 96,3 % pour les filles et de 96,9 % pour les garçons. Ces chiffres sont nettement moins élevés par endroits, en raison essentiellement de la résistance que l'éducation des filles continue de susciter dans certaines communautés¹⁴. En outre, selon certains des interlocuteurs de la Rapporteuse spéciale, des problèmes liés à la qualité de l'enseignement limitent l'intérêt de l'accès à l'enseignement gratuit pour les filles comme pour les garçons. Les enquêtes nationales mentionnent un certain nombre de sujets de préoccupation tels que le surpeuplement des classes, le manque de formation des enseignants et les lacunes de l'infrastructure¹⁵. Malgré la réforme de l'éducation de 2002, les programmes et manuels scolaires manqueraient toujours d'objectivité en ce qui concerne les questions d'égalité et d'autres valeurs universelles en rapport avec les droits de l'homme. Le Gouvernement a toutefois relevé que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture avait examiné ces manuels.

23. Un grand nombre de filles et de jeunes femmes poursuivent leurs études au-delà de l'âge de la scolarité obligatoire. Elles obtiennent des résultats bien supérieurs à ceux de leurs homologues masculins. Selon les chiffres donnés par le Gouvernement, alors que 57 % des filles (de 16 à 19 ans) accèdent au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, cette proportion n'est que de 43 % chez les garçons. Elles sont aussi plus nombreuses que les garçons à poursuivre des études supérieures (25,4 % contre 18,4 %)¹⁶. À l'Université des sciences islamiques Émir Abdelkader, on compte 70 % d'étudiantes. Selon les professeurs de l'Université, faire des études est un devoir aux yeux de l'Islam aussi bien pour les garçons que pour les filles.

24. L'analphabétisme des femmes, et en particulier des femmes rurales, pauvres et âgées, demeure un grave sujet de préoccupation. Selon l'enquête MICS3, près d'un tiers des femmes algériennes âgées de 10 ans et plus sont illettrées (31,6 % contre 16,5 % pour les hommes). Le taux d'analphabétisme des femmes adultes atteint 41,3 % dans les zones rurales; 22,4 % des femmes (34 % pour les femmes rurales) ne sont jamais allées à l'école. Le Gouvernement a alloué 45 milliards de dinars à une stratégie nationale d'alphabétisation qui vise à éliminer l'analphabétisme d'ici à 2015¹⁷.

B. Les femmes dans la vie active

25. En Algérie, les femmes ont le droit de travailler dans toutes les professions, mais, en dépit de leur niveau d'éducation elles sont encore fortement sous-représentées sur le marché du travail.

¹³ "Situation des enfants et des femmes: enquête nationale à indicateurs multiples, rapport préliminaire", July 2007.

¹⁴ In the *wilayas* of Mila and Djelfa, for instance, the general schooling rate stood at only 60 per cent in 2004, *Système des Nations Unies en Algérie, Bilan commun de pays*, 2005, para. 9.

¹⁵ See *Rapport national sur le développement humain*, p. 27.

¹⁶ *Ibid.*, p. 26-27.

¹⁷ Observations and comments from the GOA.

Selon une enquête nationale réalisée en 2006 sur l'intégration socioéconomique des femmes, seules 18,7 % d'entre elles travaillent¹⁸.

26. Les stéréotypes sexuels, qui cantonnent les femmes dans la fonction de reproduction et les tâches domestiques, nuisent à leur émancipation socioéconomique et politique. Les femmes mariées en particulier sont généralement censées n'exercer que des professions qui ne les empêchent pas de s'acquitter de «leurs» tâches ménagères. Bon nombre de femmes renoncent à leur vie professionnelle lorsqu'elles se marient. L'enquête de 2006 a montré que près de la moitié des femmes mariées occupant un emploi dans le secteur privé avaient cessé de travailler après leur mariage. Dans le secteur public, cette proportion était de 16,3 %.

27. La pratique du harcèlement psychologique et du harcèlement sexuel (voir ci-après) dont les femmes font l'objet de la part de leurs collègues ou de leurs supérieurs masculins sont des facteurs dissuasifs pour celles qui veulent faire carrière.

28. Les trois cinquièmes (60 %) des femmes qui travaillent sont employées dans le secteur public¹⁹. Les femmes des classes moyennes qui ont fait des études, par exemple, sont fortement représentées dans les secteurs de la justice, de la santé publique et de l'éducation. Selon le Rapport national sur le développement humain de 2006, elles occupent 50 % des postes d'enseignant, 53 % des postes de médecin et 34 % des postes de magistrat. Tout en offrant des salaires plus faibles que le secteur privé, les employeurs du secteur public sont généralement plus enclins à tenir compte des contraintes sociales auxquelles sont confrontées les femmes qui travaillent. Par exemple, un commandant des forces de police locales a déclaré à la Rapporteuse spéciale qu'il autorisait les fonctionnaires de sexe féminin à quitter leur poste deux heures plus tôt pendant le ramadan pour préparer le repas du soir – concession qu'il qualifiait de «mesure spéciale accordée à titre temporaire pour promouvoir l'égalité entre les sexes conformément à l'article 4 de la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes».

29. Dans le secteur privé, en revanche, la plupart des femmes occupent des emplois non réglementés et peu rémunérés dans le secteur non structuré de l'économie. Celles qui travaillent dans le secteur privé structuré occupent souvent des emplois précaires et à court terme.

30. Seuls 4 % des chefs d'entreprises sont des femmes²⁰. Les femmes ne représentent que 17,5 % des bénéficiaires du programme national d'appui aux microentreprises. Elles sont plus nombreuses à bénéficier d'un programme parallèle de microcrédit qui porte sur des prêts beaucoup plus modestes (64,9 %).

C. Participation à la prise de décisions dans la vie publique

31. Les femmes algériennes ont pris une part active à la lutte contre le régime colonial et bon nombre d'entre elles ont été investies de fonctions publiques après l'indépendance. Si elles

¹⁸ Ministère délégué chargé de la famille et de la condition féminine, *Enquête nationale sur l'intégration socioéconomique de la femme* (2006).

¹⁹ Idem.

²⁰ Idem.

continuent d'occuper des postes importants actuellement (par exemple la présidence du Conseil d'État, l'échelon suprême de la juridiction administrative), leur représentation globale dans les postes à responsabilité n'a guère évolué. Lors de la visite de la Rapporteuse spéciale, sur les 41 membres du Gouvernement, 3 seulement étaient des femmes, dont 2 étaient ministres déléguées sans portefeuille. Au moment de l'achèvement du présent rapport, le Parlement algérien occupait la cent-dixième place parmi les 134 parlements pris en compte dans le classement mondial de la représentation des femmes dans les parlements nationaux établi par l'Union interparlementaire²¹.

32. Les femmes qui veulent accéder à la vie publique se heurtent souvent à la résistance de leur famille. En outre, les filières d'accès à des charges publiques, y compris aux partis politiques et aux syndicats, sont toujours à prédominance masculine quant à leur composition, leurs méthodes de travail ou leur caractère institutionnel²².

33. Un débat animé a lieu actuellement en Algérie pour savoir si l'on doit introduire un quota de 30 % pour la représentation des femmes au Parlement et dans d'autres aspects de la vie publique, en vue d'encourager la participation des femmes à la vie politique et de leur permettre d'atteindre la masse critique nécessaire pour remodeler les institutions du pouvoir.

D. Caractéristiques démographiques et structure de la famille

34. La structure des familles algériennes a été profondément modifiée par les transformations socioéconomiques. Dans les zones urbaines en particulier, la famille nucléaire, composée des parents et des enfants non mariés, supplante de plus en plus la famille élargie qui regroupait aussi les grands-parents et d'autres membres de la famille.

35. La baisse rapide du taux de fécondité, qui est passé de 7,8 en 1970 à 2,3 enfants par femme en 2006, s'explique principalement par l'acceptation sociale des moyens de contraception et par l'élévation continue de l'âge moyen du mariage²³ qui est actuellement de 30 ans pour les femmes et de 33,7 ans pour les hommes. Ce phénomène est généralement attribué au fait que les femmes préfèrent finir leurs études et s'engager dans la vie professionnelle avant de se marier, mais il est aussi influencé par d'autres facteurs tels que le taux élevé de chômage chez les jeunes et la grave pénurie de logements abordables pour les jeunes couples²⁴. Le divorce, bien qu'encore peu répandu, devient de plus en plus une réalité. Selon les estimations officielles, 31 133 cas de divorce ont été enregistrés en 2006. Dans 17 054 cas, la répudiation a abouti au divorce et dans 1 477 cas la femme a été contrainte de verser une somme d'argent (*khola*) pour obtenir le divorce. Selon les résultats de l'enquête MICS3 de 2006, 1,3 % des femmes sont divorcées.

²¹ See <http://www.ipu.org/wmn-e/classif.htm>.

²² According to the 2006 National Survey on the Socio-economic Integration of Women, only 1.2 per cent of women are active in unions and a mere 0.38 per cent in political parties.

²³ Ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, *Enquête algérienne sur la santé de la famille*, 2005, p. 50.

²⁴ Ibid. p. 170.

36. Les taux de mortalité maternelle sont relativement élevés. Selon une enquête réalisée en 1999, le taux de mortalité maternelle était de 117,4 décès pour 100 000 naissances²⁵, et dans les provinces du sud, il était supérieur à 200 décès pour 100 000 naissances. Les estimations du Ministère de la santé pour 2005 montrent que le taux de mortalité maternelle est tombé à environ 96 pour 100 000 naissances mais qu'il subsiste d'importantes disparités entre les régions. Bien que 95,2 % des naissances se déroulent en milieu assisté grâce à la couverture géographique étendue du système de santé (voir l'enquête MICS3 de 2006), les pouvoirs publics ne se préoccupent pas suffisamment de garantir la qualité des soins dans l'ensemble du pays. Les fonctionnaires du Ministère de la santé ont aussi fait observer que le nombre de mères recevant des soins postnatals était insuffisant (30,6 % seulement d'après l'enquête MICS3).

37. D'une manière générale, les relations entre les sexes au sein de la famille demeurent fortement patriarcales et l'idéologie de la supériorité de l'homme prévaut. La famille s'efforce toujours d'exercer une étroite surveillance sur les femmes et sur leur corps. Une femme célibataire est censée vivre au domicile familial, obéir à son père et se comporter avec modestie. Après le mariage, elle passe sous l'autorité de son mari et de sa belle-famille. La virginité de la femme avant le mariage (à tout le moins en apparence) est considérée comme essentielle pour l'honneur de la famille²⁶.

38. Les femmes qui choisissent de vivre seules éveillent souvent les soupçons et parfois l'hostilité. Les faits qui se sont produits à Hassi Messouad (dans le sud de l'Algérie) dans la nuit du 13 au 14 juillet 2001 en sont un exemple extrême. Plusieurs centaines d'hommes s'en sont pris violemment à un groupe de 39 femmes vivant seules après que l'imam de la mosquée locale les aurait qualifiées de prostituées. Ils ont soumis presque toutes ces femmes à des violences physiques et sexuelles et ont pillé leur logement. Plusieurs femmes ont été violées, voire victimes d'un viol collectif²⁷. Par la suite, 30 des auteurs présumés de ces violences ont été jugés par le tribunal d'Ouargla et 20 d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison allant de six mois à trois ans. Aucun n'a été condamné pour viol. Le jugement a été cassé par la Cour suprême qui a ordonné un nouveau procès. En 2005, le tribunal de Biskra a condamné la majorité des criminels inculpés à des peines privatives de liberté de longue durée et au versement de dommages-intérêts aux victimes. Au moment de la visite de la Rapporteuse spéciale, la procédure d'appel était toujours en cours.

E. Les mères célibataires et leurs enfants

39. Il existe aussi un grand nombre de femmes célibataires avec enfants: quelque 3 000 enfants naissent hors mariage chaque année. Ces femmes, ainsi que leurs enfants, sont mises au ban de la

²⁵ Estimates advanced by the Ministry of Health indicate falling mortality rates since the survey was conducted. The results of a detailed UNICEF multi-cluster survey were not available when this report was published.

²⁶ Although honour-related crimes are fairly unusual in Algeria, article 279 of the Penal Code legally excuses a person for assault or even murder, if committed upon surprising his or her spouse in the act of adultery.

²⁷ These women had come to this oil-rich region to find work as cooks, secretaries, cleaners etc. Some worked during evening or night hours.

société. Les mères célibataires sont souvent rejetées par leur propre famille et doivent faire face à une pression sociale extrême. À Constantine, par exemple, la Rapporteuse spéciale a entendu parler du cas de Salima²⁸, une jeune femme qui s'était suicidée parce que sa famille lui avait interdit d'épouser un homme avec lequel elle avait une relation. L'autopsie a établi qu'elle était enceinte de trois mois.

40. Les enfants nés hors mariage sont confrontés eux aussi à des problèmes tout au long de leur vie, notamment du fait qu'ils sont enregistrés comme tels et que cette précision est mentionnée dans les documents officiels. Dans le cas des filles, cette discrimination est aggravée par celle qui est liée à leur sexe. Le cas de Fatima, de la *wilaya* de Batna, est assez révélateur à cet égard. Née hors mariage et placée par sa mère dans une famille nourricière en vertu de l'institution de la *kafala*, Fatima était régulièrement battue par son frère adoptif, avant d'être chassée de sa famille d'accueil à l'âge de 17 ans. Vivant dans la rue, elle a été enlevée par un groupe d'hommes et victime d'un viol collectif. À la suite de cette épreuve, elle a rencontré un homme qui a accepté de l'épouser, bien qu'elle soit née hors mariage. Un mariage religieux a eu lieu, mais l'homme a refusé que l'union soit inscrite sur les registres d'état civil. Comme il la frappait régulièrement, elle s'est réfugiée dans sa famille d'accueil où son frère adoptif a recommencé à la battre. Elle y est quand même restée deux ans, avant d'être chassée à nouveau. Quand la Rapporteuse spéciale a rencontré Fatima, elle vivait dans un centre d'accueil pour femmes et travaillait comme femme de ménage.

41. Dans ces conditions, les femmes enceintes non mariées optent très souvent pour l'adoption. Comme le droit algérien n'autorise les avortements que dans des circonstances très restreintes, les femmes doivent prendre le risque d'un avortement clandestin²⁹. Les estimations relatives au nombre d'avortements pratiqués dans la clandestinité varient considérablement mais les autorités reconnaissent que les avortements clandestins pratiqués dans de mauvaises conditions d'hygiène sont responsables de dizaines de décès chaque année.

42. Les femmes célibataires qui choisissent de mettre au monde leur enfant s'efforcent habituellement de dissimuler leur état. Les hôpitaux offrent aux mères célibataires la possibilité de s'inscrire à partir du septième mois et d'accoucher sous X. Jusqu'ici, les mères célibataires étaient encouragées à confier leur enfant à une famille en vertu de l'institution de la *kafala*. Il y a peu de temps, le Ministère de la solidarité nationale a décidé d'encourager activement les mères célibataires à garder leur enfant. L'État accorde donc une assistance aux mères célibataires mais ce soutien est encore insuffisant. Ainsi, les mères célibataires ne sont pas prioritaires pour l'octroi d'un logement subventionné alors que la plupart du temps elles ne peuvent pas retourner vivre dans leur famille et n'ont pas les moyens de payer un loyer.

43. Alors que le Code de la famille de 1984 ne contenait aucune disposition contraignant le père à reconnaître un enfant, la possibilité pour la mère de demander un test ADN de paternité

²⁸ The names of individual victims cited in this report have been changed to protect their privacy.

²⁹ Abortion remains a criminal offence in Algeria. An exception applies if the abortion is necessary to save the mother's life or her physical or mental health is at stake, which includes cases where the mother would give birth to a child with severe disabilities. During the black decade women who became pregnant due to rape had the right to have an abortion. Authorities I spoke to were unable to confirm whether abortion after rape remains legal today or not.

est aujourd'hui expressément reconnue par l'article 40 du Code de 2005. Cette mesure va dans le bon sens car elle contribue sensiblement à améliorer le statut juridique des mères célibataires et de leurs enfants.

III. VIOLENCE CONTRE LES FEMMES ET RÉPONSE DE L'ÉTAT

44. La violence contre les femmes, bien que très répandue, reste l'une des violations des droits de l'homme les moins visibles en Algérie, même si les institutions publiques commencent à reconnaître le problème et à y faire face. À cet égard, la Stratégie nationale de lutte contre la violence, mise en place par la Ministre déléguée chargée de la famille et de la condition féminine, en concertation avec d'autres parties prenantes, est une initiative extrêmement prometteuse qui privilégie une approche sur plusieurs fronts, fondée sur le respect des droits fondamentaux des femmes et leur émancipation. Au moment de la mission de la Rapporteuse spéciale, la Stratégie nationale n'avait pas encore été approuvée par le Conseil des ministres. Sa mise en œuvre, qui nécessitera d'importantes ressources budgétaires, permettra au Gouvernement de faire face à nombre des problèmes mis en lumière dans le présent rapport.

A. La violence dans la famille

1. Fréquence et formes diverses

45. En 2006, la Ministre déléguée chargée de la famille et de la condition féminine a demandé la réalisation d'une enquête nationale sur la violence à l'égard des femmes, fondée sur des interviews avec un échantillon de 2 043 femmes de 19 à 64 ans. L'enquête montre que c'est dans la famille que les femmes sont le plus exposées à la violence et fait apparaître un taux de fréquence élevé. Parmi les femmes qui vivent avec leur mari ou avec un concubin, une sur dix a indiqué avoir fait l'objet «souvent» voire «quotidiennement» de violence physique – qu'elles aient été battues, enfermées ou chassées de chez elles – au cours des douze mois précédant l'enquête. Une femme sur trois (31,4 %) aurait régulièrement fait l'objet de menaces physiques ou psychiques pendant la même période.

46. Le viol conjugal et d'autres formes de sévices sexuels conjugaux sont également répandus. Les hommes considèrent généralement que le mari est en droit d'avoir des relations sexuelles avec sa femme, avec ou sans son consentement. L'enquête a montré que 10,9 % des femmes avaient été contraintes à des relations sexuelles forcées avec leur mari ou leur concubin plus d'une fois. Les ambiguïtés du droit pénal favorisent la violence intraconjugale. L'article 336 du Code pénal ne définit pas le délit de viol ni, partant, celui de viol conjugal, si bien que même les hauts magistrats que la Rapporteuse spéciale a rencontrés n'ont pas pu lui dire avec certitude si le viol conjugal était un délit, faisant valoir l'absence de jurisprudence en la matière. Selon des informations écrites fournies par le Gouvernement, les tribunaux considéreraient «toute pénétration sexuelle commise en exerçant des violences morales ou physiques contre une femme» comme les éléments constitutifs du délit de viol, et cette définition judiciaire n'exclurait pas le viol conjugal. La définition du viol et des délits sexuels, ainsi que la criminalisation de l'avortement sont actuellement étudiées par une commission chargée de réviser le Code pénal³⁰.

³⁰ Observations and comments from the GOA.

47. D'autres membres de la famille, pères, frères ou belles-mères, commettent très souvent aussi des violences contre les femmes. Plusieurs médecins et autres experts ont souligné que les violences sexuelles commises par les hommes de la famille étaient un problème beaucoup plus répandu qu'on ne le disait. L'inceste étant tabou, il n'existe pas de chiffres fiables sur la question.

48. D'après l'enquête, les femmes qui sont divorcées, veuves ou séparées de leur mari, sont particulièrement exposées à des violences de la part de leur belle-famille, comme de leur propre famille. Dépourvues du soutien du mari à l'intérieur de la structure familiale, elles se trouvent souvent dans une situation particulièrement précaire.

49. L'enquête a également montré que les femmes peu instruites et les femmes pauvres étaient les plus exposées à des actes de violence, ce qui montre bien que l'émancipation des femmes sur les plans éducatif et socioéconomique doit faire partie intégrante de toute stratégie visant à lutter contre la violence à leur égard.

2. Obstacles qui empêchent le signalement des actes de violence

50. Seule une faible proportion des violences commises à l'égard des femmes dans la famille sont signalées aux autorités. D'après les taux de fréquence enregistrés dans l'enquête nationale de 2006, en Algérie, 500 000 femmes subiraient régulièrement, sinon quotidiennement, des violences physiques³¹, ce que le nombre comparativement peu élevé de cas enregistrés par les instances judiciaires ne reflète pas, loin de là. Selon des informations émanant du Gouvernement, les autorités ont été saisies de 17 383 cas de violence physique en 2006.

a) Obstacles socioculturels

51. Un certain nombre des interlocuteurs de la Rapporteuse spéciale, parmi lesquels des représentants du Gouvernement, ont évoqué la structure familiale, la culture et la tradition, comme autant d'éléments dissuasifs: en mêlant des étrangers, y compris les autorités, à des «affaires familiales», les femmes jettent le déshonneur sur la famille. Les membres de la famille font souvent fortement pression sur les victimes pour qu'elles gardent le silence. Même dans les cas de violence grave, les proches cherchent encore très souvent à trouver un arrangement en famille plutôt que de dénoncer l'auteur des sévices.

52. Le cas de Fadila est un cas extrême, mais révélateur. Fadila, habitante de la *wilaya* de Frenda, mère de trois enfants, aurait été victime de sévices et de coups de la part de son mari pendant huit années de mariage. Ses parents ne voulaient pas qu'elle le quitte et qu'elle retourne chez eux, moins encore qu'elle informe la police, alors que son mari avait, semble-t-il, failli la tuer au moins une fois. Le 1^{er} mars 2006, après l'avoir frappée de coups de couteau il a versé du kérosène sur son corps et y a mis le feu. La jeune femme, âgée de 29 ans, devait mourir

³¹ Interestingly such prevalence rates are not reflected in police records, which show that 74 per cent of the aggressors are not known to the victim. This is consistent with the information I received from interlocutors that victims of domestic violence would go to the police only as a last resort.

trois mois plus tard, le 27 mai 2006. À l'époque de la mission de la Rapporteuse spéciale, le mari était en détention provisoire, mais n'était pas encore poursuivi.

b) Loi, politique et pratique

i) Avis et soutien aux points de premier contact

53. La police applique des critères différents aux cas de violence familiale, bien que, selon la loi, toutes les formes de violence doivent faire l'objet de poursuites, que la victime dépose plainte ou non. Tant que la violence familiale n'a pas entraîné de lésions physiques graves, la police tente très souvent de «réconcilier» les parties sur place, plutôt que d'enclencher une procédure. Cette méthode a toutes les chances d'entraîner une victimisation secondaire puisqu'elle compromet la fonction dissuasive de la loi et accroît le déséquilibre des forces entre l'auteur et la victime. Les avocats et les organisations féminines ont également signalé de nombreux cas dans lesquels la police avait fait pression sur les femmes pour qu'elles retirent leur plainte contre leur mari ou d'autres membres de leur famille.

54. Dans le souci d'améliorer la situation, les autorités se sont efforcées de garantir la présence de policières dans tous les postes de police pour enregistrer les plaintes de femmes victimes de violences. Certains commissariats commencent aussi à collaborer systématiquement avec des organisations non gouvernementales qui viennent en aide aux victimes. Ce sont là des mesures positives, mais qui ne sauraient remplacer une formation suivie axée sur l'égalité des sexes pour faire évoluer les mentalités dans toute l'institution policière. En outre, des mesures disciplinaires doivent être prises à l'encontre des fonctionnaires qui renoncent à intervenir dans les affaires familiales pour respecter le code social, au mépris des obligations que leur impose la loi.

55. Les femmes victimes de violence familiale qui se tournent vers l'État pour obtenir une aide ont plutôt tendance à s'adresser à la médecine qu'à la police³², non seulement pour se faire soigner, mais aussi pour obtenir un certificat médical attestant les sévices. Le certificat médical leur donne plus de chances d'obtenir un divorce avec pension alimentaire et peut donc être un moyen de pression à l'égard d'un mari violent.

56. Des organisations non gouvernementales, ainsi que, dans une certaine mesure, le Gouvernement, ont créé des centres d'écoute qui apportent des avis et un soutien précieux aux femmes victimes de violence ou chassées de leur famille. Le Ministère de la solidarité nationale a créé des permanences téléphoniques qui fonctionnent vingt-quatre heures sur vingt-quatre, auxquelles peuvent s'adresser toutes les personnes ayant besoin d'être secourues d'urgence, y compris les femmes en détresse.

ii) Centres d'accueil destinés aux femmes

57. Il existe une grave pénurie de centres d'accueil spécialisés destinés aux femmes en butte à la violence ou à l'oppression dans leur famille. Même si ce genre d'établissement ne peut pas constituer une solution à long terme, il offre une protection momentanée indispensable aux

³² See Institut national de Santé publique, *Violence à l'encontre des femmes, l'Enquête nationale*, 2005.

femmes qui doivent fuir la violence et l'oppression dont elles sont victimes dans leur foyer et qui n'ont pas où aller.

58. Au moment de la visite de la Rapporteuse spéciale, il n'existait qu'un seul centre d'accueil pour femmes victimes de violence et d'oppression placé sous l'égide du Ministère de la solidarité nationale. Le centre d'accueil national de Bou Ismail (*wilaya* de Tipaza) avait été créé au départ à l'intention des jeunes femmes et jeunes filles exposées à la violence pendant la décennie noire. Il est censé accueillir des femmes venues de toute l'Algérie, mais ne dispose que de 24 places. Au moment de la mission, des travaux d'agrandissement étaient en cours pour que le centre puisse accueillir des femmes avec enfants. Le ministère prévoit par ailleurs d'ouvrir un deuxième centre d'accueil pour femmes à Tlemcen³³.

59. Les organisations non gouvernementales SOS Femmes en détresse et RACHDA gèrent aussi des centres d'accueil pour femmes implantés à Alger, et financés par des organisations internationales et des dons privés. Au moment de la visite de la Rapporteuse spéciale, d'autres organisations non gouvernementales recueillaient des fonds en vue d'ouvrir de nouveaux centres.

60. Étant donné la pénurie de centres, les femmes qui s'adressent aux pouvoirs publics sont souvent orientées vers des institutions qui ne sont pas dotées des moyens ni du personnel spécialisé nécessaires pour leur venir en aide, comme des maisons de personnes âgées ou des orphelinats, et des centres *Diar Rahma*. Au cours de sa mission, la Rapporteuse spéciale a visité les centres *Diar Rahma* de Constantine et d'Oran. Tous deux abritaient différentes catégories de personnes ayant besoin d'une aide de l'État, dont des handicapés mentaux ou physiques, en plus de femmes victimes de violence ou chassées de leur famille (y compris des mères célibataires). Ces deux établissements préconisaient surtout la réconciliation des femmes victimes de violence familiale avec leur famille ou leur mari comme solution à long terme. En revanche, les deux centres d'accueil pour femmes également visités avaient mis en place des programmes de formation professionnelle afin de donner aux femmes d'autres possibilités que le retour dans l'environnement qu'elles avaient fui.

61. La Rapporteuse spéciale a appris avec consternation que des hommes en quête de femme prenaient contact régulièrement avec ces centres d'accueil et que le personnel facilitait, ou arrangeait même parfois, des rencontres avec des femmes confiées à ses soins. Tout en reconnaissant les risques évidents associés à des liens noués dans de telles conditions, le personnel a expliqué que beaucoup de femmes cherchaient vraiment à se marier pour pouvoir quitter le centre et échapper aux difficultés qui sont le lot des femmes seules. Bien qu'on ait assuré à la Rapporteuse spéciale que les centres se renseignaient soigneusement sur les prétendants avant de faciliter un mariage, il est douteux que ces efforts puissent vraiment empêcher une nouvelle victimisation.

iii) Régime matrimonial

62. Le Code de la famille reconnaît la séparation stricte des biens du mari et de la femme. Ce régime de propriété facilite peut-être l'autonomie économique des femmes qui possèdent des

³³ In its Observations and comments, the Government has confirmed that as of 6 December 2007 there are two such women's shelters in the country.

biens, mais il empêche les femmes en général de rompre des relations violentes car si elles demandent le divorce alors qu'elles n'ont pas de revenus propres leur permettant de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants, elles risquent de se retrouver dans l'indigence. En cas de divorce, chacun des conjoints conserve ses avoirs, même s'ils ont été acquis pendant le mariage alors que les deux participaient aux frais du ménage. Comme les biens les plus précieux de la famille sont généralement enregistrés auprès des services compétents au nom du mari, il s'ensuit de graves injustices pour les femmes.

63. Par ailleurs, en vertu du Code de la famille de 2005, les effets mobiliers en litige «à l'usage exclusif de l'homme» sont attribués au mari, la femme ayant le droit de revendiquer les effets mobiliers «à l'usage des femmes». Les effets «neutres» ou «communs» sont partagés entre les conjoints, conformément à l'article 73 (2) du Code de la famille qui dispose aussi que les époux peuvent décider de l'attribution des biens acquis ensemble. Des avocats ont indiqué que les tribunaux interprètent généralement cette disposition en faveur du mari, si bien qu'après le divorce les femmes se retrouvent souvent avec, en tout et pour tout, leurs vêtements et leurs effets personnels.

64. En vertu du Code de la famille de 1984, le mari conservait le domicile conjugal, alors que les enfants restaient généralement avec la femme. Si l'on songe en outre à la crise grave et prolongée du logement que traversait l'Algérie, la femme divorcée et les enfants dont elle avait la charge se retrouvaient généralement à la rue à moins que ses parents ne la recueillent. Cette monstruosité juridique a été supprimée dans le nouveau Code de la famille. En cas de divorce, la femme qui a la garde des enfants est désormais en droit soit de conserver le domicile conjugal, soit d'obtenir de son mari un logement convenable ou les moyens nécessaires pour pouvoir en louer un.

65. Même si cette disposition est généralement considérée comme un pas en avant, la Rapporteuse spéciale a été informée de nombreux cas de femmes avec enfants qui se retrouvent encore à la rue, parce qu'elles n'ont pas été informées de leurs droits ou que les tribunaux ne font pas effectivement appliquer leur droit au logement.

66. Il arrive aussi que des hommes en instance de divorce fassent durer la procédure en faisant appel abusivement. Les tribunaux algériens étant généralement peu enclins à prendre des ordonnances provisoires intérimaires concernant le logement avant que le jugement de divorce soit prononcé, la femme qui demande le divorce risque d'avoir à attendre des années avant que le divorce soit prononcé et que le droit au logement qui l'accompagne lui soit accordé.

iv) Jugements laxistes

67. Le nombre de condamnations pour sévices infligés aux femmes indiqué par le Gouvernement semble très élevé: sur 16 676 affaires portées devant les tribunaux, 14 016 ont abouti à une condamnation. Toutefois, beaucoup des interlocuteurs de la Rapporteuse spéciale ont souligné que les jugements laxistes qui sont prononcés dans les affaires de violence familiale n'incitent pas les femmes à donner suite à leurs plaintes. Alors que le Code pénal prévoit des peines aggravées pour agression physique contre les parents ou les enfants, la violence conjugale est assimilée à des voies de fait, bien qu'il existe aussi dans ces cas-là un lien de parenté étroit et un rapport de force inégal entre l'auteur et la victime.

68. Selon la pratique des tribunaux, les auteurs de violences conjugales n'écopent généralement que de peines de prison avec sursis ou d'amendes, ou reçoivent de simples avertissements. En l'absence de programme obligatoire de traitement des délinquants ou autres peines de substitution, cette pratique ne peut qu'encourager les auteurs et exacerber la violence.

B. Situation des femmes des rues

69. Le sort dramatique qui est celui des femmes des rues et de leurs enfants en Algérie est un grave sujet de préoccupation pour la Rapporteuse spéciale. Le drame de ces femmes est particulièrement frappant dans les grandes villes, surtout la nuit. Il arrive que certaines de ces femmes viennent des régions rurales, mais la plupart en sont réduites à cette situation à cause de la violence et de l'oppression dont elles sont victimes dans leur famille. En elles-mêmes, leurs conditions de vie dans les rues sont une forme de violence.

70. Bien que le Code de la famille de 2005 confère aux femmes avec enfants le droit au logement, les organisations humanitaires ont toujours à s'occuper de cas de femmes divorcées, avec ou sans enfants, qui se retrouvent dans la rue. SOS Femmes en détresse estime que, pour la seule année 2006, le nombre de femmes dans cette situation a augmenté de 540 au moins.

71. Ces mêmes organisations ont aussi constaté l'augmentation du nombre de filles et de femmes célibataires qui vivent dans la rue après avoir été chassées de chez elles ou s'être enfuies. L'expulsion du foyer peut avoir pour but de punir des femmes et des filles dont on considère qu'elles ont bafoué l'honneur de la famille, y compris les jeunes filles qui sont enceintes hors mariage ou nouent des liens que la famille n'approuve pas. Un événement qui ébranle la structure familiale (comme la mort d'un des parents et le remariage du parent survivant) peut aussi attiser les conflits familiaux et aboutir à l'expulsion du membre de la famille le plus vulnérable. Il n'est pas rare enfin que l'expulsion soit le résultat d'une longue histoire de violences physiques ou sexuelles dans le cercle familial.

72. L'expulsion des femmes et des filles doit être considérée comme une forme de violence contre les femmes particulièrement grave dans le contexte algérien, parce qu'elle a de terribles conséquences pour les victimes, exposées à diverses formes d'abus et d'exploitation et amenées parfois à se prostituer³⁴. Les services de police, parmi d'autres, emmènent régulièrement des femmes et des enfants des rues dans des centres d'hébergement temporaire, mais il n'existe guère de programmes officiels à long terme visant à les aider financièrement, juridiquement et socialement et à les réinsérer³⁵.

73. Nadia, rejetée par ses parents qui désiraient un garçon, a été élevée par sa grand-mère. Ses parents ont divorcé, et son père s'est remarié plusieurs fois. Lorsque la grand-mère, trop malade, n'a plus été en mesure de protéger Nadia, sa belle-mère a incité son frère à la frapper régulièrement. Nadia a fini par être chassée de la maison et acculée à vivre dans la rue. Elle a expliqué qu'elle se déplaçait sans cesse d'un endroit à l'autre pour éviter d'être la proie des

³⁴ See L'association AIDS Algérie, Travail du Sexe et VIH/SIDA en Algérie, 2007.

³⁵ Observations and comments from the GOA: according to the Government, 76 temporary shelters are available for homeless women, among other groups. In 2006, 6 086 persons, including 2 720 women, had benefited from these shelters.

délinquants et de policiers corrompus. Au bout de trois ans de ce régime, une femme l'a invitée à vivre chez elle et l'a présentée à son «demi-frère». L'homme lui a d'abord proposé de l'épouser. Comme elle refusait, il l'a violée et chassée de la maison. Plusieurs jours après l'incident, elle a voulu déposer plainte, mais les policiers l'ont renvoyée en la traitant de «femme facile». Après une année de plus dans la rue, elle a été enlevée par un groupe d'hommes armés. De peur d'être violée à nouveau, elle a prétendu être infectée par le VIH et les hommes l'ont laissée partir. À l'heure actuelle, Nadia vit dans un centre d'hébergement pour femmes et compose des poèmes d'une grande finesse psychologique pour essayer de vivre avec son traumatisme.

C. Violence et harcèlement sexuels dans les institutions publiques

74. La violence sexuelle et le harcèlement sexuel dans la sphère publique sont très répandus au travail et dans les établissements d'enseignement. Selon l'enquête nationale sur la violence contre les femmes, 7 % des femmes ont été victimes de harcèlement sexuel dans un établissement d'enseignement et 1,9 % de violences sexuelles; 1,6 % a fait l'objet de harcèlement sexuel au travail et 1 % a été victime de violences sexuelles. La violence sexuelle au travail prend souvent la forme d'extorsion de faveurs sexuelles de la part des employeurs et des supérieurs, qui profitent de femmes dans une situation précaire. Les femmes divorcées en particulier sont souvent considérées comme une proie facile pour des avances sexuelles non désirées, les auteurs estimant qu'elles n'ont pas la protection d'un homme et qu'elles n'ont «plus rien à perdre»³⁶.

75. Une nouvelle disposition consacrée au harcèlement sexuel et à la violence sexuelle a été ajoutée au Code pénal en 2004. L'article 341 *bis* punit quiconque abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ou sa position en donnant à autrui des ordres, en proférant des menaces, en imposant des contraintes ou en exerçant des pressions, dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle. Bien que l'infraction définie à l'article 341 *bis* soit qualifiée de «harcèlement sexuel», la norme ne s'applique malheureusement qu'à l'extorsion de faveurs sexuelles et ne criminalise pas les formes de harcèlement sexuel qui ne sont pas fondées sur un abus d'autorité. En 2006, les autorités judiciaires ont enregistré 325 cas de harcèlement sexuel tel que défini à l'article 341 *bis*, dont 267 ont débouché sur une condamnation.

76. Le harcèlement sexuel au travail n'est pas non plus réprimé par le Code du travail, qui garantit le droit des travailleurs à l'intégrité et à la dignité, mais ne prévoit pas de voies de recours et de moyens de protection particuliers pour les victimes et les témoins d'actes de harcèlement sexuel et d'extorsion de faveurs sexuelles. Au cours de sa visite, la Rapporteuse spéciale a appris que le Ministère du travail travaillait à l'élaboration de propositions afin de combler les lacunes existant en matière de protection.

77. Les femmes renoncent le plus souvent à dévoiler les sévices sexuels dont elles sont victimes dans des institutions publiques de peur d'être victimes de représailles ou accusées par l'auteur de lui avoir fait des avances. Pour leur venir en aide, la Commission nationale des femmes qui travaillent diffuse des informations et a créé une ligne téléphonique d'urgence.

³⁶ Data received from the National Commission of Women Workers indicates that 43 per cent of all women who reported sexual harassment to this organization were either divorced or in the process of obtaining a divorce.

Certaines mesures ont également été prises au niveau de l'État pour rompre le silence qui entoure le harcèlement dans le secteur public. C'est ainsi que le Directeur général de la Sécurité nationale a fait procéder à une enquête sur le harcèlement sexuel dans la police, et donné l'ordre aux commandants de police d'appliquer une politique de tolérance zéro.

D. La «décennie noire» et ses conséquences

78. La Constitution de 1989 a ouvert un nouvel espace politique en autorisant les partis politiques, l'organisation d'élections et la liberté de la presse. «Profitant de l'ouverture politique, les islamistes ont mené une campagne de menaces et de harcèlement à l'égard des femmes dont le mode de vie leur paraissait inapproprié»³⁷. Les femmes ont été effrayées par les déclarations de plus en plus misogynes des extrémistes et la coercition à laquelle ils se sont livrés, notamment après le succès remporté par le Front islamique du salut (FIS) aux élections municipales de 1990. Le FIS a été dissous après l'annulation des premières élections nationales multipartites de 1992. Le pays s'est alors trouvé entraîné dans une spirale de la violence et pris dans un conflit armé interne pendant près de dix ans.

79. Au moins 150 000 personnes ont été tuées ou portées disparues au long de ce que les Algériens appellent la «décennie noire». Au cours du conflit armé, les groupes armés islamistes s'en sont pris systématiquement aux civils, utilisant des tactiques terroristes telles qu'enlèvements, assassinats ciblés, massacres et explosion de bombes dans des lieux publics. Vers la fin des années 90, l'armée algérienne a peu à peu repris la situation en main. La violence a diminué depuis, mais un certain nombre de groupes armés continuent de se livrer à des actes de terrorisme.

80. Le 29 septembre 2005, le peuple algérien a approuvé par référendum la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, qui a pour but de mettre un terme au conflit et d'engager un processus de réconciliation nationale. Bien que le terme ne soit utilisé ni dans la Charte, ni dans les textes d'application correspondants, la Charte prévoit en fait une amnistie pénale et civile pour les islamistes qui renoncent à la violence, les membres des forces de sécurité et les miliciens alliés au Gouvernement³⁸. L'amnistie s'étend aux violations graves des droits de l'homme comme les actes de torture et les disparitions forcées. Pourtant, selon les dispositions de la Charte, l'amnistie ne s'applique pas aux individus impliqués dans des massacres, des viols ou des attentats à l'explosif.

³⁷ V. Moghadam, *Modernizing Women: Gender and Social Change in the Middle East* (London, Lynne Rienner Publishers, 2003), p. 169.

³⁸ Presidential Order No. 06-01 of 27 February 2006, which implements the Charter, foresees an "extinction of public action" against persons who committed terrorist acts or subversive acts, but voluntarily laid down their weapons and turned themselves in. Persons already convicted of such crimes benefit from a pardon. The Presidential Order further stipulates that no legal action may be pursued against members of the army and security forces for actions taken to protect persons and property, to protect the nation and preserve the institutions of the Democratic People's Republic. Furthermore, the Presidential Order declares that citizens who contributed to save Algeria through their activism and determination committed acts of patriotism. This phrase is generally understood as extending the amnesty provisions to Government-allied militia.

1. Violences sexuelles et exploitation

81. Pendant la décennie noire, les groupes armés islamistes ont recouru délibérément à la violence sexuelle pour répandre la terreur et faire la preuve de l'incapacité des forces de sécurité à protéger les civils. Les atrocités perpétrées contre les femmes, de par leur caractère généralisé et systématique, sont assimilables à des crimes contre l'humanité.

82. On estime que plusieurs milliers de femmes ont été violées par des membres des groupes islamistes armés. Dans les villes et les villages, beaucoup de femmes et de filles ont été enlevées, réduites à l'«esclavage sexuel», voire assassinées, en particulier quand elles devenaient enceintes. En violation flagrante des préceptes de l'islam, les auteurs de ces atrocités auraient parfois prétendu qu'il s'agissait de «mariages religieux temporaires».

83. Le cas de Saida et de sa belle-sœur Lila illustre bien la violence sexuelle et les diverses formes d'abus dont les femmes ont été victimes. En 1995, des islamistes armés les ont enlevées toutes les deux alors qu'elles se trouvaient dans leur maison à Blida. Ils les ont fait marcher jusqu'à un camp situé dans les montagnes environnantes, où elles ont été violées par de nombreux hommes trois jours durant. Pour les humilier plus encore, ils leur ont coupé les cheveux. Le quatrième jour, un homme compatissant les a aidées à s'échapper. Il leur a fallu deux jours de marche pour rejoindre Blida. Quand elles se sont présentées à la gendarmerie de l'endroit, elles auraient été insultées, arrêtées comme des terroristes en puissance et détenues pendant dix jours avant que leur famille puisse obtenir leur libération.

84. Dans la société algérienne, le viol est souvent considéré comme un déshonneur pour la femme et pour sa famille, et la faute est souvent imputée à la victime. Même si, face à la violence sexuelle généralisée de la décennie noire, ces préjugés se sont beaucoup atténués, les femmes qui avaient été victimes de ce genre de sévices restaient rejetées par leur communauté et leur famille. C'est pourquoi, la majorité d'entre elles ont subi en silence les conséquences de ces violences et n'ont rien dit de leur calvaire aux autorités ou à qui ne faisait pas partie de leurs proches. Un nombre considérable de femmes devenues enceintes à la suite d'un viol ont décidé de se faire avorter, ce qui était autorisé pendant la décennie noire après la publication par le Conseil islamique suprême de l'Algérie d'un avis religieux (*fatwa*) déclarant l'avortement compatible avec les principes islamiques dans ces circonstances. Mais beaucoup d'autres ont mené leur grossesse à terme et sont aujourd'hui confrontées à la difficulté d'être mère célibataire, qui vient s'ajouter à tout ce qu'elles ont déjà enduré.

85. La Rapporteuse spéciale se félicite de ce que la Charte de la paix et de la réconciliation nationale prévoit expressément que les auteurs de viols ne bénéficient pas de l'amnistie prévue. Pourtant, dans la pratique, ces personnes semblent jouir de l'impunité puisqu'il n'est pas donné suite énergiquement aux enquêtes et aux poursuites concernant les actes de violence sexuelle commis pendant la décennie noire. Malgré les demandes expresses de renseignements qu'elle a présentées pendant et après sa mission, la Rapporteuse spéciale n'a pas pu obtenir des autorités les statistiques pertinentes ou des informations des cas individuels de personnes coupables de viol auxquelles l'amnistie a été refusée conformément à la Charte.

86. La Charte et les textes d'application correspondants ne contiennent pas de disposition expresse concernant l'indemnisation des victimes de violences sexuelles, mais un décret présidentiel de 1999 leur donne droit à une indemnisation. Dans la pratique, les victimes disent

avoir d'énormes difficultés à faire valoir ce droit, d'autant plus que beaucoup d'entre elles ont choisi de ne pas à porter plainte au moment des faits.

2. Le drame des familles des personnes disparues

87. Pendant la «décennie noire», un très grand nombre de personnes – le plus souvent des hommes –, soupçonnées d'avoir des liens avec les groupes armés islamistes, ont été arrêtées ou enlevées. Beaucoup ont disparu et on ignore ce qu'elles sont devenues et l'endroit où elles se trouvent. La Commission d'enquête ad hoc chargée de la question des disparus, créée par le Président en septembre 2003, a établi à 6 146 le nombre de personnes qui, selon leur famille, ont été arrêtées ou enlevées par des agents de l'État et ont ensuite disparu³⁹. Les organisations non gouvernementales avancent des chiffres plus élevés.

88. Les disparus ont laissé derrière eux des femmes, des mères, des sœurs et des filles, des femmes qui ont enduré pendant des années des souffrances psychologiques, dans l'ignorance du sort qui avaient été réservé à leurs êtres chers⁴⁰. L'espoir, si faible soit-il, que quelques disparus soient encore en vie, empêche beaucoup de familles de se résigner, d'entreprendre un travail de deuil et de surmonter le traumatisme psychologique.

89. Au cours de sa mission, la Rapporteuse spéciale a eu l'occasion de rencontrer des familles de disparus. Leur préoccupation première était de connaître le sort de leurs proches et l'endroit où se trouvait leur cadavre s'ils avaient été tués. Jusqu'ici, les autorités ont systématiquement refusé de fournir des renseignements qui permettraient d'élucider différents cas, ce qui ne fait que perpétuer les souffrances morales endurées par les familles.

90. Beaucoup de familles de disparus se trouvent en outre dans une situation socioéconomique très difficile, étant donné que l'intéressé était souvent le soutien de famille. Un grand nombre hésitant à se faire délivrer une déclaration de décès, il leur est difficile d'obtenir le versement d'une pension ou l'héritage. Si le droit à indemnisation que la Charte pour la paix et la réconciliation nationale confère aux familles de disparus est une mesure qui va dans le bon sens, le décret d'application remet ce droit en cause, puisqu'il lie le droit à l'indemnisation à la présentation d'une déclaration de décès⁴¹. Les proches sont donc contraints de choisir entre leur droit fondamental à la vérité et leur droit fondamental à une indemnisation puisqu'ils doivent soit accepter que l'affaire de la disparition soit classée, soit renoncer à une indemnisation.

³⁹ The President of the Ad hoc Inquiry Commission publicly announced this figure. The Commission's final report, which was submitted to the President on 31 March 2005, has never been published and I have not been able to get access to it.

⁴⁰ See also Human Rights Committee, concluding observations: Algeria CCPR/C/79/Add.95, para.10; Human Rights Committee, communication No. 1196/2003, *Boucherf v. Algeria*, para. 9.7; communication No. 992/2001, *Saker v. Algeria*, para. 9.8. (all holding that disappearances violated the right of relatives of the disappeared to freedom from torture and cruel, degrading or inhuman treatment or punishment under Article 7 of the International Covenant on Civil and Political Rights).

⁴¹ See Décret présidentiel no. 06-93 of 28 February 2006, article 3.

91. Les familles qui demandent une déclaration de décès et qui présentent ensuite une demande d'indemnisation font souvent face à des difficultés bureaucratiques et à un processus d'une extrême lenteur. Plusieurs d'entre elles qui avaient voulu se procurer l'attestation de la police nécessaire pour demander une déclaration de décès ont dit à la Rapporteuse spéciale que les autorités avaient voulu les obliger à modifier la cause de la disparition dans l'attestation pour ne pas impliquer des agents de l'État.

3. Harcèlement d'associations de victimes de la décennie noire

92. Des associations de familles de disparus et des associations de victimes de la violence des groupes islamistes ont indiqué être victimes de harcèlement et de menaces quand elles exprimaient publiquement des points de vue qui s'écartaient de la ligne officielle sur la réconciliation nationale, la paix, la vérité et la justice. Ainsi, des associations représentant ces deux catégories de personnes, oubliant leurs divergences politiques, avaient organisé un séminaire conjoint sur le thème «Vérité, paix et réconciliation» qui devait avoir lieu le 7 février 2007 à l'hôtel Mercure à Alger. Les organisateurs auraient informé les autorités cinq semaines à l'avance, mais le jour du séminaire, la police a empêché un certain nombre de participants de pénétrer dans l'hôtel et a coupé l'électricité dans la salle de conférence pour obliger les participants qui se trouvaient déjà à l'intérieur à sortir⁴².

93. En raison de la situation sur le terrain, la Rapporteuse spéciale est particulièrement préoccupée par l'article 46 du décret présidentiel d'application de la Charte pour la paix et la réconciliation, qui érige en délit l'utilisation ou l'instrumentalisation des «blessures de la tragédie nationale» pour porter atteinte à l'État, à ses institutions, à ses agents ou à son image à l'étranger. Des responsables ont indiqué que personne n'avait été inculpé au titre de l'article 46 et que cette règle était exclusivement dirigée contre quiconque cherchait délibérément à trahir l'histoire en prétendant imputer au Gouvernement des atrocités qui étaient manifestement le fait des groupes armés islamistes. Il n'empêche qu'en raison de sa vaste portée et de son libellé ambigu, cette règle pourrait aussi être utilisée pour réduire au silence ceux qui défendraient des points de vue différents sur le processus de réconciliation nationale, y compris les femmes victimes de violences.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

94. La condition de la femme en Algérie est faite de contradictions. D'une part, dans le cadre du projet de modernisation du pays, beaucoup de femmes ont réalisé des progrès notables dans le domaine de l'éducation et dans certains domaines professionnels. D'autre part, l'exclusion et la pauvreté à visage nettement féminin restent étonnamment visibles.

95. Les femmes n'ont pas un accès égal au marché du travail et aux postes de décision. En outre, beaucoup font encore l'objet d'oppression et de discrimination dans le cercle familial. Le Code de la famille a été considérablement amélioré mais contient toujours

⁴² The next day, on 8 February 2007, the Government signed the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance. The Convention explicitly affirms the right of any victim to know the truth about the circumstances of an enforced disappearance and the fate of the disappeared person, and the right to seek, receive and impart information to this end.

des dispositions qui désavantagent la femme, en particulier en ce qui concerne l'héritage et les conséquences matérielles du divorce. Les femmes, qui font l'objet de discrimination dans la société, notamment les divorcées et les femmes délaissées, les mères célibataires et les femmes des rues, sont particulièrement vulnérables et ont besoin d'urgence d'un soutien accru de l'État.

96. Les actes de violence contre les femmes dans la sphère privée commis par divers membres de la famille sont très répandus, mais la société dans son ensemble n'y est pas suffisamment sensibilisée. Chasser des femmes et des filles et les jeter à la rue est une forme particulièrement monstrueuse de cette violence. Le harcèlement sexuel et les sévices sexuels au travail et dans les établissements d'enseignement sont un autre sujet majeur de préoccupation.

97. Les femmes sont soumises à une pression sociale considérable qui les empêche de dénoncer ces crimes, et l'État ne fait rien pour encourager, protéger et soutenir celles qui sont prêtes à le faire. Ce manquement apparaît dans les lacunes du droit pénal et du droit du travail, dans l'inéquité du régime matrimonial, le manque de centres d'accueil pour femmes, le sexisme de la police et des jugements laxistes.

98. Contrairement aux dispositions de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, les auteurs d'actes de violence sexuelle commis au cours de la «décennie noire» jouissent en fait de l'impunité, alors que leurs victimes continuent d'être confrontées à des problèmes sociaux considérables. Les familles des disparus, qui se composent en majorité de femmes, se voient toujours refuser le droit à la vérité et ont des difficultés à obtenir l'indemnisation que promet la Charte.

99. À la lumière de ses constatations et conclusions, la Rapporteuse spéciale souhaite présenter un certain nombre de recommandations au Gouvernement et autres acteurs concernés.

100. En ce qui concerne la réforme de la législation, le Gouvernement devrait:

a) Réformer le Code de la famille afin de garantir le plein respect du principe de la non-discrimination fondée sur le sexe, c'est-à-dire à tout le moins:

- i) Abroger toutes les dispositions qui dénie aux femmes l'égalité d'accès à l'héritage;
- ii) Proscrire la polygamie;
- iii) Supprimer l'obligation légale du tuteur matrimonial (*wali*);
- iv) Modifier la loi de façon à ce que le mariage de femmes musulmanes avec des non-musulmans soit reconnu;
- v) Réformer le régime matrimonial de façon que tous les avoirs acquis pendant le mariage soient partagés de manière égale entre les deux conjoints en cas de divorce. La distinction entre «biens de l'homme»

et «biens de la femme» comme base de la répartition des biens du ménage après le divorce devrait être supprimée;

b) Réformer le Code pénal de façon à garantir la non-discrimination et à renforcer la protection des femmes contre la violence. La législation devrait à tout le moins:

- i) Expressément ériger en délit le viol conjugal;**
- ii) Qualifier de violences aggravées les voies de fait commises par un conjoint, un ex-conjoint, un concubin ou un ex-concubin et imposer des peines comparables à celles qui s'appliquent aux voies de fait contre les parents ou les enfants;**
- iii) Supprimer l'article 279 du Code pénal ainsi que toute autre disposition pouvant être invoquée pour empêcher ou atténuer la sanction prononcée pour les délits commis par des membres de la famille de la victime;**
- iv) Réformer l'article 269 de façon à proscrire les châtiments corporels infligés aux enfants;**
- v) Ériger en délit toutes les formes de harcèlement sexuel, quels que soient les liens entre l'auteur et la victime;**
- vi) Redéfinir les crimes sexuels pour en faire des atteintes à l'intégrité physique;**
- vii) Dépénaliser expressément l'avortement en cas de grossesse consécutive à un viol;**

c) Instituer des mesures de protection judiciaire permettant aux autorités de chasser les auteurs de violence familiale de leur domicile et de leur en interdire l'accès pendant une période déterminée;

d) Réformer le Code du travail et offrir aux victimes de harcèlement psychologique, de harcèlement sexuel et de sévices sexuels au travail ou dans le cadre du recrutement un recours utile contre leurs employeurs, y compris le droit à indemnisation pour les pertes matérielles et les souffrances morales endurées quand les employeurs adoptent de tels comportements ou n'en protègent pas dûment leurs employés. La loi devrait prévoir également des mesures appropriées pour protéger les victimes et les témoins de ce genre de comportements contre tout acte d'intimidation ou toutes représailles.

101. Le Gouvernement devrait souscrire aux engagements ci-après à l'échelon international:

a) Supprimer les réserves inadmissibles aux articles 2 et 16 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la réserve à l'article 9 devenue caduque;

b) Envisager de ratifier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits des femmes en Afrique, et la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées;

c) Envisager d'adresser une invitation permanente à tous les titulaires de mandat du Conseil des droits de l'homme et à tous les mécanismes de surveillance de l'Union africaine;

d) Inviter le Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant et le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires à se rendre en mission officielle en Algérie. Fixer les dates de la visite convenue du Rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression.

102. Pour améliorer le cadre institutionnel, le Gouvernement devrait:

a) Adopter la Stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes et la mettre pleinement en œuvre, en étroite collaboration avec d'autres parties prenantes comme les organisations féminines et l'Organisation des Nations Unies;

b) Faire du Ministère délégué à la famille et à la condition féminine un ministère à part entière chargé de coordonner et de surveiller toutes les mesures prises par le Gouvernement en matière d'égalité des sexes et de prendre l'initiative de la réforme des politiques et de la législation, et lui allouer les crédits budgétaires nécessaires à l'exercice de ces fonctions;

c) Mettre en place, sous l'égide de la Commission consultative nationale pour la protection et la promotion des droits de l'homme, un programme de lutte contre la discrimination et la violence à l'égard des femmes, et contre le harcèlement des défenseurs des droits des femmes, et rendre compte de ces problèmes dans les rapports annuels que la Commission consultative présente au Président;

d) Publier et diffuser largement tous les rapports de la Commission consultative;

e) Demander au Ministre délégué à la famille et à la condition féminine, au Ministre de la solidarité nationale, au Directeur général de la sécurité nationale et aux autres autorités compétentes d'organiser périodiquement des tables rondes ouvertes à toutes les organisations de défense des droits de la femme et autres groupes de défense des droits fondamentaux pour débattre de tous les problèmes qui concernent les droits fondamentaux des femmes.

103. Pour assurer soutien et protection aux femmes en butte à la violence, le Gouvernement et les autres acteurs pertinents devraient:

a) Procéder à une évaluation des besoins, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales de défense des droits de la femme, et créer et gérer des centres d'accueil pour les femmes en butte à la violence, ou accorder aux organisations non gouvernementales les fonds nécessaires à cette fin;

- b) Créer des centres d'écoute pour les femmes et des lignes téléphoniques d'urgence pour les femmes et les filles en butte à la violence, au harcèlement ou à des problèmes familiaux, et en assurer le fonctionnement;**
- c) Offrir aux femmes hébergées dans des centres d'accueil des cours de formation en vue de leur réinsertion sociale de façon à leur permettre de faire réellement un choix entre la réconciliation, le remariage ou une vie indépendante;**
- d) Veiller à ce que les femmes qui vivent dans la rue, les femmes divorcées, séparées, abandonnées ou veuves, les mères célibataires et leurs enfants, bénéficient de mesures de protection spéciales contre toutes les formes de discrimination, de harcèlement et de violence, notamment au moyen d'une aide financière;**
- e) Prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que toutes les familles des disparus et toutes les victimes de violences sexuelles commises pendant la décennie noire obtiennent une indemnisation rapide et appropriée. Dans le cas des personnes disparues, le décret présidentiel n° 06-93 du 28 février 2006 devrait être modifié de façon à ce que l'indemnisation ne dépende plus d'une déclaration de décès;**
- f) Respecter les droits des femmes qui ont été victimes de violence pendant la décennie noire ou en rapport avec la décennie noire, ainsi que ceux des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes et autres personnes qui les soutiennent, d'exprimer publiquement, à propos de la réconciliation nationale, de la paix, de la vérité et de la justice, des vues qui s'écartent de la ligne officielle. Ces personnes devraient pouvoir s'organiser sans se heurter à des difficultés bureaucratiques ou à des obstacles juridiques, et des instructions à cet effet devraient être données par écrit aux fonctionnaires à tous les niveaux de l'administration. Les agents de l'État qui recourent à la menace ou au harcèlement à l'égard des personnes qui expriment des points de vue divergents devraient faire l'objet de mesures disciplinaires et, le cas échéant, de poursuites. L'article 46 de l'ordonnance présidentielle n° 06-01 du 27 février 2006 (qui érige en délit l'utilisation ou l'instrumentalisation des «blessures de la tragédie nationale») devrait être révisé de façon à en restreindre le champ beaucoup trop vaste.**

104. Enquêtes et poursuites. À cet égard, le Gouvernement devrait:

- a) Adopter une politique de tolérance zéro à l'égard de toutes les formes de violence contre les femmes et les filles, et agir avec diligence dans tous les cas en ce qui concerne l'enregistrement des plaintes, les enquêtes et les poursuites. Les policiers et autres agents de l'État qui n'enregistrent pas ou ne traitent pas les plaintes pénales devraient faire l'objet d'une procédure disciplinaire ou de poursuites;**
- b) Désigner une commission indépendante chargée d'enquêter sur les violences sexuelles commises pendant la décennie noire. Le rapport final de la commission devrait être publié et diffusé largement. Sur la base des constatations de la Commission et de toutes les autres informations en possession du Gouvernement, tous les auteurs identifiés de violences sexuelles devraient être exclus de l'amnistie et traduits devant les tribunaux;**
- c) Publier le rapport final de la Commission d'enquête ad hoc chargée de la question des disparitions. La Commission devrait aussi recueillir systématiquement tous les**

renseignements disponibles sur le sort des personnes disparues et l'endroit où elles se trouvent et les communiquer aux familles⁴³.

105. Pour sensibiliser la population, le Gouvernement et les autres acteurs pertinents devraient:

a) Prévoir, dans les programmes de l'École de la magistrature, des écoles de police et d'autres établissements de formation de fonctionnaires, des modules concernant la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, et l'interprétation de la législation nationale pertinente, notamment du Code de la famille et du Code pénal, à la lumière de ces instruments internationaux;

b) Promouvoir, à travers les médias, les programmes scolaires et des campagnes nationales, des rôles de l'homme et de la femme et des relations entre l'homme et la femme qui soient compatibles avec les principes des droits de l'homme et le principe de l'égalité, y compris des images de l'homme dissociées de l'idée de domination et de manifestation violente du pouvoir;

c) Encourager la diffusion dans les médias de reportages non sexistes qui évitent les stéréotypes et les attitudes discriminatoires à l'égard de toutes les femmes et qui soient conçus de façon à garantir le respect des victimes et de leur famille lorsqu'ils portent sur des cas de violence à l'encontre des femmes;

d) Accorder un soutien aux chercheurs et aux statisticiens afin d'améliorer la recherche et la collecte de données sur les questions concernant les relations entre les sexes et la violence à l'égard des femmes et présenter toutes les statistiques officielles en les ventilant par sexe.

106. En ce qui concerne l'émancipation des femmes, le Gouvernement et les autres acteurs concernés devraient:

a) Veiller à ce que toutes les filles et tous les garçons achèvent leur scolarité obligatoire et financer des programmes spéciaux dans les zones où le taux de scolarisation est particulièrement faible. Créer, avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies, un système d'indicateurs permettant de mesurer la qualité de l'enseignement et les résultats dans toutes les écoles, dans lequel l'égalité entre les sexes serait un indicateur clef;

⁴³ These recommendations seek to address the emotional violence suffered by female relatives of the disappeared resulting from the uncertainty as to the fate and whereabouts of the disappeared. Questions of accountability, justice and reconciliation that arise in relation to the enforced disappearances themselves are beyond the scope of my mandate as Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences. Such questions have been addressed, for instance, in the most recent report of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, A/HRC/4/41, paras. 50-72. As of November 2006, the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances had registered and transmitted to the Government 1,622 cases of disappearance that remain to be clarified.

b) Prendre des mesures pour mieux répondre aux besoins des femmes en matière de logement et d'emploi, en particulier des femmes victimes de violence, des femmes célibataires et d'autres femmes marginalisées;

c) Mettre en place des programmes spéciaux visant à protéger les femmes du harcèlement et des sévices sur le lieu de travail, y compris la création de lignes téléphoniques d'urgence gratuites. Les employeurs devraient prendre des mesures pour éliminer les obstacles qui empêchent les jeunes femmes et les femmes mariées d'accéder au marché du travail. Le taux des femmes bénéficiaires du programme de soutien aux microentreprises devrait être porté à 30 % au moins;

d) Instaurer un quota de 30 % pour la représentation des femmes dans les partis politiques, les syndicats et les organismes nationaux et locaux élus, ainsi qu'à des postes de responsabilité dans les secteurs public et privé.
